

A promouvoir ou à imaginer

Synthèse réalisée par les partenaires à l'issue d'enquêtes (porteurs de projets installés ou pas), et Focus group régionaux avec acteurs de l'accompagnement

- **L'image et l'attractivité des métiers agricoles, l'ouverture du monde agricole**
- **La complexité administrative et la lisibilité du parcours à l'installation**
- **L'accès au foncier et à l'outil de production**
L'accès au capital, au financement
- **La faisabilité technico-économique des projets, la Qualité de Vie et Conditions de Travail (pénibilité, temps de travail, équilibre vie pro/perso, relations...)**



→ Travail de communication et de sensibilisation :

- **Communiquer sur les métiers, avec diverses cibles et modalités**
- **Valoriser les expériences positives** des agriculteurs (diversité des parcours, condition et qualité de vie/de travail)
- **Livret d'accueil par territoire** recensant les ressources (pas que professionnelles)

Conditions de travail

- Communiquer sur le **travail en collectif**
- Création d'un **outil comparateur de niveau de vie**, répondre aux **crain**tes de **déclassement social**

Manque de compétences et sentiment d'illégitimité :

- Proposer des **formations agricoles adaptées** (absence=facteur d'abandon de parcours et d'échec précoce)
- Développer les **possibilités de stage, services civiques agricoles**
- Développer les **espaces-test** pour prendre confiance
- Entretiens « **bilans de compétences** », axé sur la notion de chef d'entreprise -> valoriser les compétences autres que les techniques agricoles
- Proposer **tutorat dans et hors milieu agricole**
- Renforcer le lien cédant/repreneur -> **sensibiliser les futurs cédants à l'évolution des profils, accompagner la relation**



- **Plan de communication multipartenaire par public cible**

- **Donner du sens** au parcours, **justifier les étapes et les « normes »** (conditions d'exercice) qui peuvent sembler contraignantes
- Communiquer **progressivement** sur les différentes étapes (informatives ou payantes)
- Favoriser **l'autonomie** des porteurs de projets pour construire un parcours d'installation « à la carte »

Accompagner à l'installation et pas accompagner l'installation voire installer

- **Eclairer sans casser les rêves ni l'envie d'entreprendre**

→ **Outils partagés**

- **Cartographie des acteurs et des actions** : qui fait quoi?
- **Liste des prérequis et conditions nécessaires** pour la réussite de son projet
- **Calendrier d'installation et gestion du temps**
- **Favoriser la coopération entre les partenaires, éviter les doublons et la concurrence inutile**
Ex: organisation de Visites Communes sur la ferme avec tous les acteurs qui joueront un rôle
- **Plateforme administrative unique** (type Franceconnect)



FREINS	LEVIERS
Opacité de l'accès aux informations sur le foncier et manque de disponibilité	- Centraliser les offres de foncier, rôle du RDI - Sensibiliser les cédants / commissions locales de repérage multi-partenariales - Conditionner des avantages (fiscaux,...) à l'inscription au RDI pour les cédants - Renforcer le rôle des collectivités/EPCI: établir des réserves foncières, valoriser les friches - Développer des outils de « mise en réserve » de baux (à l'image de la SCIC Nord Nantes)
Politiques foncières pas assez structurellement tournées vers l'installation	- Appliquer les règles des SDREA pour tous les transferts d'usage (baux, propriété, parts sociales) - Transparence sur le(s) bénéficiaire(s) effectif(s) dans les montages sociétaires - La CDOA devrait instruire les cas où il n'y a pas formellement de concurrence - Comités SAFER: revoir la composition et les préparer avec acteurs du territoire
Foncier déjà promis aux voisins...	- Incitation fiscale/économique à la transmission des exploitations « d'un seul tenant » - Sensibiliser les cédants/propriétaires au maintien d'unités transmissibles et aux enjeux de renouvellement - Financer la restructuration des grandes fermes (intransmissibles en l'état)



FREINS	LEVIERS
Montant trop élevés des reprises ou des créations (hors reprise)	- Les stratégies d'investissement et les autres (valeur ajoutée, CUMA,...) - Mesures politiques pour alléger le coût d'éléments ayant bénéficié de subventions - Subventionner la reprise de bâtiments anciens (pas que du « neuf ») - Développer des systèmes de location de bâtiment, matériel, voire cheptel - Développer le portage foncier, étudier celui des bâtiments - Promouvoir SCOP / SCIC en agriculture
Méthode d'évaluation du coût de la reprise (Crainte majeure des NIMA)	- Pédagogie sur les différentes méthodes / évaluation « par les pairs » - Proposer un conseil « neutre » (références, chiffrage, aide à la négociation) - Mieux (en)cadrer la méthode dans la perspective d'harmoniser les valeurs des transactions, voire d'améliorer leur transparence (idem immobilier)
Références technico-économiques et emprunts ou autres dispositifs de financements	- Porter à connaissance les solutions de financement existantes (prêts d'honneur, portage foncier) - Transmission progressive et implication des cédants - Références pour les productions moins fréquentes - Systèmes de garanties (bancaires) pour favoriser la prise de risque, garantir le paiement des fermages - Faire construire le business plan par le porteur de projet lui-même

La faisabilité technico-économique des projets, la QVCT

Viabilité des projets et rentabilité économique :

- Réaliser des **études globales d'installation (business plan) complètes**
- **Etude marché pour les débouchés** avec sensibilité et renforcement des relations avec les filières
- **Formation à la conception** de projet
- « Crash-test » pour vivre le projet et anticiper les aléas
- Faciliter la **progressivité**
- **Gérer la QVCT du projet dans la durée et dans toutes ces dimensions** (temps, santé/sécurité, équilibre pro/privée, relations sociales, formations,...)
- Organiser des tables rondes en amont de l'installation pour **défendre un projet devant un collectif**

Manque d'expérience et de compétences :

- Financer un réseau de **tuteurs agricoles** -> encourager les porteurs de projet à se former auprès d'eux

Manque de références :

- **Lever les a priori** des conseillers et des lycées agricoles
- **Mutualisation et échanges de pratiques**, partage de références entre techniciens



Merci pour votre attention